



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

Site Internet : www.urif-fo.fr

 @ URIFFO

PARIS - NANTERRE MÊMES ATTAQUES !

Les maires des villes de Paris et de Nanterre ont décidé d'appliquer "la loi de transformation publique" qui a déjà des conséquences désastreuses pour les statuts et les conditions de travail des agents.

Les jours de congés obtenus dans les collectivités territoriales et liés à des négociations et des accords, sont aujourd'hui menacés de disparition.

L'URIF FO considère que c'est une attaque considérable de la part des élus que de vouloir remettre en cause ces acquis obtenus par la négociation.

Hier encore, les agents étaient considérés comme des exemples représentant la 2^{ème} ligne pendant la pandémie, risquant leur vie au service de la population !

Aujourd'hui, cette période est déjà oubliée et les attaques contre eux fusent de toutes parts, les sanctions et la répression à la demande des maires tombent.

Les agents de Nanterre depuis plusieurs semaines luttent pour maintenir leurs jours de congés et s'opposent à la loi de transformation publique. Ils viennent de faire grève et sont décidés à poursuivre leur combat engagé depuis début mai en refusant de voir fusionner les instances paritaires, de voir mettre en place un nouveau régime indemnitaire, de voir supprimer les jours de congés, le tout avec une exigence de recrutement de personnel titulaire.

Dès hier, l'UD FO de Paris réagissait contre le coup de force de la maire de Paris, appuyée par la Préfet de police de Paris pour faire évacuer les agents égoutiers et éboueurs qui occupaient les locaux pour exiger que ne soient pas supprimés les jours de congés et s'opposer à la volonté de mettre en place la loi de transformation publique.

Pour avoir voulu poser leurs revendications, et rester dans les locaux pour obtenir des réponses, ils se sont vus expulser par les forces de l'ordre et sanctionner par des amendes de 135€ pour manifestation non autorisée.

Drôle de tournure prise par les pouvoirs publics pour empêcher les manifestations, les rassemblements de se tenir.

Cette répression accompagne aujourd'hui état d'urgence, couvre-feu, loi de sécurité globale.

Toutes ces méthodes employées sont des atteintes profondes à l'exercice de la démocratie, au droit de grève, au droit de manifester...

L'URIF FO va continuer à s'y opposer avec détermination. Elle soutient sans réserve les agents des collectivités territoriales dans leurs revendications et les unions départementales de Paris et des Hauts de Seine ainsi que les autres unions départementales d'Ile-de-France qui risquent de se retrouver dans les mêmes situations.

Paris, le 26 mai 2021